

■ LES AMIS DE ■
l'École de Paris

<http://www.ecole.org>

**Séminaire
Vies Collectives**

*organisé grâce aux parrains
de l'École de Paris :*

Air Liquide¹
Algoé²
ANRT
AREVA²
Arcelor
Cabinet Regimbeau¹
Caisse des Dépôts et Consignations
Caisse Nationale des Caisses
d'Épargne et de Prévoyance
CEA
Chaire "management de l'innovation"
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNRS
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Danone
Deloitte & Touche
École des mines de Paris
EDF
Entreprise & Personnel
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
France Télécom
HRA Pharma
IBM
IDRH
Institut de l'Entreprise
Lafarge
La Poste
Ministère de l'Industrie,
direction générale des Entreprises
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Royal Canin
Saint-Gobain
Schneider Electric Industrie
SNCF¹
Thales
Total
Unilog
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation

² pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1^{er} octobre 2005)

L'UTILITÉ SOCIALE DES SDF

par

Cécile ROCCA
Coordinatrice du collectif
Les morts de la rue

Francis CYMBLER
Comédien

Séance du 17 juin 2005
Compte rendu rédigé par Elisabeth Bourguinat

En bref

Les SDF (Sans domicile fixe) font souvent l'objet d'une approche vétérinaire : on les nourrit, on les abrite, on assure leur traçabilité sous couvert de leur prêter assistance, et certains conseils municipaux les évoquent au même chapitre que les crottes de chien... Le collectif Les morts de la rue leur assure des obsèques dignes et défend leur utilité sociale : présents continuellement sur l'espace public, ils renseignent les gens, surveillent le passage des aubergines, aident les personnes handicapées, rendent service aux commerçants, parlent avec les personnes isolées, et interpellent notre société sur ses dysfonctionnements. À rebours d'une lutte contre l'exclusion qui semble parfois trahir une volonté d'éradiquer les exclus, Cécile Rocca, au sein du collectif, milite pour l'intégration de ces personnes dans nos groupes sociaux - politiques, religieux, associatifs... Au début de la séance, Francis Cymbler a présenté quelques minutes de son spectacle, inspiré de sa connaissance de la vie dans la rue.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

© École de Paris du management - 94 bd du Montparnasse - 75014 Paris
tel : 01 42 79 40 80 - fax : 01 43 21 56 84 - email : ecopar@paris.ensmp.fr - <http://www.ecole.org>

EXTRAIT de la pièce de théâtre de Francis CYMBLER

Le comédien Francis Cymbler travaille comme bénévole dans les associations Les Chroniqueurs, l'Un est l'autre, et au collectif Les morts de la rue, où il a côtoyé et côtoie encore des personnes ayant vécu pendant plusieurs années dans la rue. Pour ouvrir la séance, il présente un extrait de son spectacle « Sur la route », avec notamment une chanson sur l'air de Je chante de Charles Trénet :

« Je traîne, je traîne soir et matin / Je traîne sur mon chemin / Je traîne, je vais d'la rue au métro / Je traîne pour du vin / Je traîne pour d'la Kro / Je pieute la nuit sur l'quai Saint-Martin / Les cafards, c'est mes copains / Je suis crasseux, j'ai plein d'poux sur moi / Je traîne c'est mon destin.

Les rats divinités de la nuit / Les rats squattent où je suis / J'les vire avec des grands coups de pied / Mais ces bêtes, on le sait / Ne pensent qu'à niq... becqu'ter / Je taxe toute la journée et la nuit / Je taxe oui mon ami / Je suis feignant, je veux tout sans rien / Me lâche un pauvre clampin.

Ma cuite, toi seule tu couches dans mon lit / Compagne de mon ennui / Je tombe soudain au cœur du sentier / Je m'déglingue en tombant / Et je gerbe à moitié / Eh ! vous qui passez tous sans me voir / Je suis au désespoir / Pitié ! j'ai mal j'voudrais me relever / J'ai pas envie d'chialer.

Au poste d'autres pauv's cons m'ont vomi / Au poste oui mon ami / C'est vous le clodo le bon à rien / On ne veut pas de vous / On ne garde pas les chiens / Bouteille tu m'as gâché toute ma vie / Bouteille soit donc bénie / Car grâce à toi j'ai perdu l'esprit / J'me suis fini cette nuit.

Et depuis... je chante / Je chante soir et matin / Je chante sur mon chemin / Je hante la rue et le métro / Un fantôme qui chante / On trouve ça rigolo / Et je pieute la nuit sur l'quai Saint-Martin / Les cafards ne m'font plus rien / Je suis heureux, ça va j'ai plus faim / Je hante c'est mon destin. »

EXPOSÉ de Cécile ROCCA

Le collectif Les morts de la rue a été fondé en 2002 par un groupe d'institutions intervenant auprès des gens de la rue, qui étaient confrontées très fréquemment au décès de ces personnes. Leur espérance de vie est en effet inférieure à cinquante ans, et à une époque où je travaillais pour l'association Aux captifs, la Libération, 10 % des personnes vivant dans la rue et domiciliées à cette antenne étaient mortes dans l'année.

Pour les autres personnes de la rue, c'est terrible : « *Je suis le prochain sur la liste* ». Pour les permanents comme moi, qui connaissons ces personnes et nouons des liens d'amitié avec elles, c'était très éprouvant aussi, car il n'existait alors pas beaucoup de moyens de faire notre deuil. C'est ainsi qu'est née l'idée de ce collectif. Dans les débuts, certaines associations trouvaient bizarre de se focaliser sur cet aspect, mais peu à peu, quand elles ont pris conscience de l'importance de la mort dans le travail avec les gens de la rue, elles nous ont rejoints.

Le collectif Les morts de la rue

Le collectif réunit aujourd'hui une quarantaine d'associations, parmi lesquelles ATD Quart-Monde, les Restos du Cœur, Emmaüs, mais aussi de petites associations moins connues comme Autremonde ou encore L'un est l'autre.

Notre première activité est le recensement des morts de la rue et l'envoi, deux fois par an, d'un faire-part aux membres de l'association, aux partenaires associatifs, mais aussi aux élus et aux journalistes, afin que la mémoire des personnes décédées ne soit pas complètement perdue. Ce faire-part précise leur nom et leur âge quand nous les connaissons, ainsi que le lieu

et les circonstances de leur décès. Contrairement aux idées reçues, la plupart des gens de la rue ne meurent pas du froid : 40 % d'entre eux décèdent de mort violente ; les autres meurent de maladie et d'épuisement.

Notre activité la plus régulière est l'accompagnement des enterrements des personnes de la rue, mais aussi, plus généralement, de toutes les personnes décédées à Paris dont on ne parvient pas à retrouver les proches avant les obsèques. Nous avons signé avec la ville de Paris une convention par laquelle nous nous engageons à être présents à tous les convois. Il y a en moyenne deux convois de quatre personnes par semaine, un le lundi, l'autre le mercredi. Cet accompagnement des morts est très important pour les vivants, et notamment pour les personnes de la rue avec qui nous travaillons : il leur apporte la garantie qu'au bout du chemin, ils ne seront pas abandonnés ; qu'eux-mêmes et leurs copains ne seront pas enterrés comme des chiens, c'est-à-dire sans personne.

Deux fois par an, nous organisons des célébrations interreligieuses publiques, en variant les lieux : la dernière s'est déroulée sur le parvis de Beaubourg, la précédente à la mosquée Adda'wa ; la prochaine devrait avoir lieu au temple bouddhiste tibétain de Levallois.

Un atelier a été créé pour préparer ces célébrations : une vingtaine de personnes, à la fois des personnes de la rue et des bénévoles, s'y retrouvent une fois par semaine pour préparer le déroulement des célébrations ou encore fabriquer des décors. L'une de nos plus belles réalisations est une tapisserie constituée de dizaines de peintures réalisées par notre atelier mais aussi par des personnes de la rue dans les différentes associations qui constituent le collectif. Le thème de ces peintures était « *Qu'est-ce qui est encore si vivant de ceux qui nous ont quittés ?* » Au total, près de trois cents personnes y ont participé.

Une autre action du collectif a été la publication du livre *À la rue !* (Éditions Buchet-Chastel, janvier 2005) écrit par huit membres du collectif, dont des sans-abri : une des particularités de notre collectif est en effet d'associer les gens de la rue au conseil d'administration et à toutes nos actions.

Une approche vétérinaire

Quand j'ai lu le petit texte de présentation rédigé par Élisabeth Bourguinat pour cette conférence, j'ai été un peu choquée : tout ce qui y figure vient bien de la discussion que nous avons eue, mais la formulation était peut-être un peu violente... Je voudrais commenter l'expression "approche vétérinaire", qu'il m'arrive effectivement d'employer.

Intuitivement, la plupart des gens pensent que ce dont les personnes qui vivent à la rue ont besoin, c'est d'être nourries, soignées, propres, et d'avoir un toit. Or ce sont à peu près les mêmes besoins qu'on attribue à une vache ! La notion de traçabilité employée par le SAMU social évoque les méthodes utilisées pour les animaux que nous consommons. Quand une personne appelle le 115, elle doit commencer par décliner son identité, ses origines et son parcours avant de pouvoir formuler sa demande, le tout sans aucune garantie d'obtenir finalement une aide. On a le sentiment que ce qui prime est l'observation des exclus.

Il y a quelques années, des chercheurs se sont rendu compte que les gens de la rue avaient un équilibre nutritionnel désastreux. Ils ont mis au point une alimentation spéciale pour les SDF, sous forme de barres nutritives, les unes avec un goût salé, les autres avec un goût sucré. Cela n'a pas eu un grand succès : ceux qui en ont goûté ont préféré les donner à leur chien, quand ce dernier en voulait bien. On imagine bien que sur un bateau, une fusée, ou en temps de guerre, quand des explorateurs ou des militaires sont coupés de tout, ils puissent avoir besoin de ce genre de nourriture. Mais les personnes de la rue vivent parmi nous : pourquoi prétendre les nourrir comme si elles étaient dans un isolement total ? ou faut-il croire qu'elles ont des besoins différents des nôtres, comme les chiens et les chats ?

Circulez !

La façon dont on chasse les SDF des rues ressemble aussi à la façon de chasser des insectes ou des animaux nuisibles. La RATP a mis en place du mobilier urbain dissuasif, autrement dit des sièges sur lesquels on ne peut pas se coucher. Les banques ont elles aussi fait assaut d'imagination pour équiper de piques décoratives les rebords en marbre qui se trouvent au pied de leurs établissements, à proximité des distributeurs de billets. Un jour, nous avons été appelés par le directeur d'une banque qui trouvait tous les matins un monsieur en train de dormir sur le seuil de la banque : il était prêt à nous donner de l'argent pour que nous venions écarter cette personne et lui offrir le petit-déjeuner par la même occasion, mais il ne voulait pas s'en occuper lui-même.

L'obsession de nombreux services, depuis les services "d'aide" de la RATP jusqu'au SAMU social, c'est de mettre ces personnes de la rue en mouvement, de les déplacer : il semble insupportable qu'elles se fixent à un endroit. Des cars passent donc ramasser ces personnes le matin dans les gares, les emmènent du côté du bois de Vincennes, leur font prendre une douche, les emmènent encore ailleurs pour dormir puis les laissent revenir à Paris par leurs propres moyens. Ainsi il ne leur reste qu'une heure ou deux à passer dans les gares ou sur l'espace public, et le reste du temps elles sont en circulation, d'une structure à l'autre, indéfiniment.

Ce mouvement incessant, qui en principe est destiné à aider les gens de la rue à se réinsérer, ne mène en réalité nulle part. Une fois que les sans-abri l'ont compris, ils s'opposent parfois violemment à cette circulation indéfinie : ils préfèrent rester sur place, quitte à en mourir. D'autres, pour qu'on les laisse en paix, quittent la ville, se réfugient dans la périphérie. Un nombre croissant des décès que nous enregistrons surviennent dans les bois, sous des bretelles d'autoroutes, dans des zones industrielles. Les uns et les autres, soumis à cette mobilité permanente et imposée, finissent par se demander s'ils ne sont pas en déportation ; un psychanalyste, Pierre Babin, a même parlé d'extermination douce.

Ce dont les gens de la rue ont besoin

Les besoins réels d'une personne de la rue vont bien au-delà de la nourriture, des vêtements, de l'abri, de la santé.

Voici quelques extraits de leurs témoignages sur ce qu'ils vivent dans la rue : « *Je suis seul, je suis abandonné, j'attends la mort.* » « *On me regarde comme la poussière qui m'entoure et je disparaîs : je deviens invisible.* » « *On me chasse du métro, du square, du banc, du hall, de la gare, du bois.* » « *Je suis ballotté de tous côtés, je trimballe mes sacs ; ma vie est éparpillée comme mes affaires.* » « *J'ai trop honte pour essayer de retrouver mes parents, ma famille, mes enfants.* » « *Je me sens en décalage avec tous ces gens qui vont quelque part alors que je ne vais nulle part.* » « *Je suis inutile, personne n'a besoin de moi.* » « *Je fais caca entre deux voitures, comme un chien, mais pour moi on appelle la police, alors que je l'ai fait dans le caniveau.* » « *Je dépense tout mon RMI dans mon téléphone portable, pour garder des liens, et au centre d'hébergement, quand je demande à le recharger, les bénévoles me disent que j'exploite la société.* » « *Pour obtenir quelque chose, je dois raconter ma vie, encore et encore ; pourtant les gens s'en fichent, de ma vie.* »

Et voici quelques exemples de ce qu'ils souhaitent : « *Je voudrais un coin pour moi, pour poser mes affaires, pour me reposer.* » « *Je voudrais sortir du néant, témoigner de ce que ma vie et celle de mes proches a d'unique.* » « *J'aurais besoin de silence, de sécurité, d'habiter un lieu, de pouvoir y mettre ma trace, le rendre un peu semblable à moi-même.* »

Se rendre utile

L'approche vétérinaire dont j'ai parlé se fonde sur une représentation des personnes de la rue comme une série de manques à combler : elles ne sont vues qu'à travers le "sans" de "sans domicile fixe". Pour changer d'attitude, il faudrait cesser de les voir comme des problèmes et se rendre compte que ce sont aussi des personnes qui peuvent nous apporter quelque chose.

Dans le cadre de l'atelier du mardi, il n'y a pas de différence entre les personnes de la rue et les artistes ou autres invités : tous participent aux différents projets avec leurs talents propres. Du coup, certaines personnes de la rue deviennent bénévoles pour d'autres associations et se mobilisent pour d'autres projets en dehors du collectif. Elles ont une vitalité énorme, inimaginable pour ceux qui se contentent de les considérer uniquement dans leurs manques.

Dans la rue, plusieurs personnes jouent un rôle social tout à fait utile. Patrick le Manchot, qui vivait rue Rambuteau et qui est maintenant décédé, rendait une foule de services. Par exemple, les gens lui donnaient de l'argent le matin pour qu'il le mette dans les parcmètres quand les aubergines s'approchaient. S'il gérait bien son affaire, cela lui faisait un peu d'argent. Il connaissait aussi les codes de tous les immeubles de la rue, et il ouvrait les portes aux livreurs. Il était en quelque sorte le gardien du quartier et il se sentait très utile.

Christiane, elle, gardait les sacs à provision des gens pendant qu'ils allaient faire d'autres courses, et elle aidait les enfants et les personnes âgées à traverser la rue. Elle ne savait ni lire, ni écrire, et de ce fait elle comprenait les gens en difficulté et savait leur parler. Elle allait les prendre par la main, leur indiquait la station d'autobus, les aidait à se repérer. Un lien s'était créé avec les gens du quartier, fondé sur une reconnaissance réciproque, et elle en était pleine de gratitude : « *Moi je suis juste là, et eux ils me donnent tout.* » Aujourd'hui, elle ne fait plus la manche, mais elle continue à se rendre utile, à aider les autres.

Peut-être ce genre de service pourrait-il être généralisé ? Des gens de la rue pourraient par exemple surveiller des parkings à vélos. Il y aurait certainement de nombreux nouveaux services à inventer, sachant que ce sentiment d'être utile peut à son tour faire des miracles.

C'est ainsi qu'André a été guéri par la *chiracothérapie*. À l'époque où Chirac était maire de Paris, André s'était pris de passion pour lui et il était convaincu, en dépit des sondages, que Chirac allait devenir président de la République. Il est allé voir les militants du RPR (Rassemblement pour la République) et s'est mis à coller des affiches avec eux. Quand les sondages ont commencé à monter, cela lui a donné confiance dans sa propre action, et il a trouvé le courage de faire des démarches pour qu'on l'aide à obtenir un travail et un logement. Finalement, cela a marché : il est actuellement employé par la mairie de Paris. Il a continué à soutenir Chirac en lui écrivant une lettre par jour pendant la première année de son mandat présidentiel ; puis il a estimé qu'il en avait assez fait et il a arrêté.

Si on veut aider les gens à quitter la rue, il ne faut pas se contenter de remplir leurs estomacs : il faut les accueillir dans nos groupes, dans nos partis, dans nos églises, dans nos associations, et tirer parti du potentiel que ces personnes représentent.

Un exemple de contribution

Les gens de la rue, comme pour toutes nos activités, sont associés à l'accompagnement des convois au cimetière de Thiais. Face à la mort, le poids d'humanité que chacun représente est le même, qu'il soit haut fonctionnaire ou sans-abri. Mais les personnes de la rue, et notamment Daniel, qui était là dans les tout premiers enterrements, ont apporté une contribution décisive pour l'évolution des conditions d'inhumation.

Quand nous avons commencé à accompagner les enterrements, la découverte de la façon dont ils se déroulaient à Thiais a été pour nous un choc. Les cercueils ne portaient aucun nom : la seule indication figurant dessus était le poids de la personne, inscrit au marqueur, afin de

savoir dans quel ordre empiler les cercueils dans le camion. Les amis des personnes décédées n'avaient pas le droit d'être présents. S'ils venaient après l'inhumation, ils n'avaient pas le droit de déposer quoi que ce soit sur la tombe, même pas une fleur. La tombe, du reste, ne portait pas non plus de nom, juste un numéro. On était dans l'ordre de l'efficacité et de la fonctionnalité, pas dans l'ordre de l'humain.

Le pire était l'enterrement des bébés morts en périnatal : certains hôpitaux n'encouragent pas les familles à prendre en charge leurs funérailles, et de nombreux bébés, encore aujourd'hui, sont enterrés à Thiais chaque année. La première fois que j'ai assisté à ce genre d'inhumation, j'étais tellement choquée que cela m'a tétanisée : j'étais incapable de dire quoi que ce soit, de réagir. Je suis ensuite allée prendre un café avec Daniel, et c'est lui qui est arrivé à mettre des mots sur ce qui m'avait tellement scandalisée : « *Les fossoyeurs tenaient ces cercueils comme des cageots ! Ils parlaient pendant l'enterrement, sans aucune attention à ce qu'ils faisaient. Ils n'avaient pas de cravate, ils étaient mal habillés, ça ne se fait pas !* »

Les personnes qui vivent à la rue ont une telle expérience de la honte qu'elles sont extrêmement sensibles à tout ce qui constitue une humiliation supplémentaire. Nous qui avons un emploi, un logement, un statut social, nous sommes relativement patients par rapport aux désagréments que nous pouvons subir ; mais pour quelqu'un qui est humilié en permanence, certains détails sont vraiment insupportables. Leurs réactions sont parfois violentes et nous sommes alors tentés de les traiter d'asociaux ; en réalité, c'est bien souvent notre société qui n'est pas sociale.

Grâce à Daniel, j'ai pu prendre mon téléphone et appeler les responsables pour dénoncer tout ce qui n'allait pas dans ces enterrements, et qu'il avait su expliciter. Il est déshumanisant pour notre société d'accepter que des bébés qui n'ont pas de proches soient traités comme des riens du tout. En contribuant à rendre de la dignité à ces enterrements, Daniel et les autres personnes qui ont critiqué ces méthodes et suggéré des façons de les améliorer ont fait progresser notre société. Même les professionnels du funéraire nous en sont reconnaissants : le travail fait ensemble est maintenant d'une très belle qualité.

DÉBAT

Le fonctionnement de l'association

Un intervenant : *De quels moyens matériels disposez-vous ?*

Cécile Rocca : Nous utilisons un local mis à notre disposition par une association jusqu'au mois de décembre prochain, pour cent cinquante euros par mois. Ensuite, c'est l'inconnu : si quelqu'un peut nous proposer quelque chose, nous lui en serons très reconnaissants ! Notre budget 2005 est d'environ cinquante-cinq mille euros, dont quinze mille euros de la ville de Paris, quinze mille euros de la Fondation de France, un don exceptionnel de dix mille euros cette année ; le reste vient des cotisations et des dons des particuliers.

Je suis la seule salariée du collectif, qui compte environ cent vingt bénévoles. Nous réfléchissons à l'embauche d'une deuxième personne salariée, qui serait très nécessaire, mais compte tenu de nos difficultés actuelles, cela s'annonce acrobatique.

Int. : *Vous semblez bénéficier de la protection de la ville de Paris ?*

C. R. : Nous avons signé une convention avec la ville, mais il s'agit moins d'une protection que d'un partenariat, et même d'un partenariat parfois difficile : nous les interpellons sans cesse ! Nous avons obtenu que les tombes de Thiais portent des noms, que les visiteurs puissent y déposer des fleurs, que la façon de travailler des agents de la ville soit plus respectueuse des personnes décédées. Aujourd'hui, nous menons un travail de fond avec la ville de Paris et avec l'Assistance publique hôpitaux de Paris pour que les familles des bébés décédés soient accompagnées dans leur travail de deuil. C'est une tâche difficile, mais je crois

qu'il est peu probable que la ville revienne sur ce que nous avons obtenu, même en cas de changement de majorité.

Le spectacle

Int. : *Francis Cymbler pourrait-il nous en dire un peu plus sur son spectacle ?*

Francis Cymbler : Je suis parti du personnage du clown, puis je l'ai fait évoluer pour qu'il représente toute la palette de ce qu'on expérimente et qu'on éprouve quand on vit dans la rue. La trame de base, c'est que cet homme, Justin, rencontre sœur Emmanuelle et que cela transforme sa vie : il est toujours à la rue, mais sa vision du monde et ses idées ont changé. J'ai utilisé des idées et des témoignages recueillis dans le cadre de groupes de parole, d'un atelier de théâtre et aussi d'une formation en art-thérapie à laquelle je participe. Mon objectif est que les gens trouvent ce personnage à la fois sympathique et dangereux : il a un côté poétique, mais aussi un côté revendicatif. Ce que je ne veux surtout pas, c'est qu'il suscite l'apitoiement. Pour le moment, ce spectacle n'a été joué qu'une fois, et par miracle, j'ai même été payé ! J'aimerais le jouer dans des endroits très variés, de préférence des endroits qui ne soient pas spécialisés dans la thématique des gens de la rue, sinon cela touche toujours les mêmes personnes.

Accidentés de la vitesse sociale

Int. : *Michel Foucault a montré comment, à partir de l'âge classique, on a commencé à enfermer tous les gêneurs, non seulement les délinquants mais aussi les fous et les pauvres, alors qu'au Moyen Âge ce n'était pas le cas. Qu'en pensez-vous ?*

C. R. : Paul Virilio parle des pauvres comme « *d'accidentés de la vitesse sociale* ». Auparavant, il existait de nombreux lieux d'enracinement : la famille, le village, le travail. En général, ces trois références étaient stables. Untel devenait savetier parce que son père l'était, et son fils le deviendrait après lui. Si quelqu'un du village présentait des problèmes de santé mentale, on n'en avait pas peur car on le connaissait et on connaissait sa famille. Aujourd'hui, il est extrêmement rare qu'une personne conserve le même travail, vive au même endroit et garde le même conjoint toute sa vie. Les liens sociaux sont continuellement brisés.

Une "utilité" suspecte

Int. : *Je suis venu à cette séance très en colère par rapport à cet intitulé, L'utilité sociale des SDF. En effet, sur le plan symbolique – qui n'est pas le domaine de l'imaginaire mais celui de la façon dont le réel s'ordonne – le rôle de l'exclusion est le même que celui des goulags et des camps de concentration : les SDF représentent les disparus dont tout totalitarisme a besoin pour fonctionner. Notre totalitarisme actuel, c'est l'ultra-libéralisme, et les SDF sont là comme une menace silencieuse pour nous rappeler ce qui nous attend si nous ne nous plions pas à cet ordre-là. À côté de cette utilité-là, l'utilité sociale que vous avez décrite me semble anecdotique, d'autant que les SDF qui aident les gens à surveiller leurs courses ou à traverser la rue sont une infime minorité. La plupart d'entre eux sont allongés toute la journée par terre entre une bouteille et une rigole d'urine.*

C. R. : Je comprends votre objection : vous craignez que défendre la notion d'utilité sociale des exclus renforce l'idée que finalement ils sont utiles pour notre ordre social.

Int. : *La pauvreté, nous y participons tous d'une façon ou d'une autre : on est toujours le pauvre de quelqu'un. La misère introduit en revanche une fracture presque définitive, qui inverse les valeurs. Pour moi, la misère est et doit rester diabolique : il est inimaginable qu'elle puisse avoir une utilité sociale.*

C. R. : Vous pensez donc que pour que les choses puissent changer, il faudrait que la misère reste complètement misérable, que les personnes qu'elle frappe ne puissent véritablement être utiles à rien ?

Int. : *Il faut que la misère reste la misère : qu'elle ne puisse être exploitée en aucune façon.*

Int. : *L'utilité sociale terrifiante que vous décrivez ne me semble pas interdire celle, plus positive, dont parle Cécile Rocca. En l'écoutant, je me dis par exemple que mon association de quartier gagnerait sans doute beaucoup à recruter quelques personnes de la rue qui apporteraient à nos réflexions et à nos activités un point de vue complètement différent de celui des habitants avec domicile fixe.*

Int. : *J'ai la chance de rencontrer régulièrement des personnes qui vivent à la rue dans le cadre d'une association et je me rends compte que ces personnes si démunies de tout ont une grande sagesse sur ce qui est essentiel pour l'homme. Ce sont elles qui savent ce qui est vraiment important pour construire un monde : la reconnaissance des personnes, ou encore l'appartenance à une famille.*

Int. : *Vous avez parlé de ce monsieur qui se chargeait de mettre les pièces dans les parcmètres : c'est vrai qu'il y a là une certaine utilité, et qu'en rendant ce service, cet homme construisait des liens sociaux et avait le sentiment d'exister. Mais il est évident qu'on ne pourrait pas généraliser ce type de dispositif, tout simplement parce que c'est illégal et que c'est du travail au noir. Si on voulait extrapoler ces petits arrangements locaux, qui sont probablement très positifs pour ceux qui en bénéficient, on se heurterait immédiatement à de redoutables problèmes juridiques, sociaux et financiers.*

Int. : *Pourtant la démarche de l'abbé Pierre se fonde très précisément sur l'importance de reconnaître et d'accorder une utilité à la personne. Il raconte que son premier compagnon était quelqu'un qui venait lui demander de l'aide, et à qui il a dit « Je ne peux rien faire pour toi, mais toi en revanche, tu peux faire quelque chose pour moi. » Rendre les gens utiles est manifestement salvateur.*

La mobilité imposée

Int. : *Je suis bénévole à la Péniche des Restos du Cœur, et je voudrais revenir sur la mobilité imposée dont vous avez parlé. Chaque établissement est classé dans une catégorie : hébergement d'urgence numéro un, deux ou trois. Quand vous êtes classé dans le numéro un, ce qui est notre cas, vous ne pouvez en aucun cas accueillir les gens plus d'une semaine : c'est comme ça, c'est la loi. Quant à la mobilité dans la journée, c'est vrai que nous sommes obligés de mettre les gens dehors le matin, tout simplement parce que nous n'arrivons pas à recruter suffisamment de bénévoles pour être ouverts toute la journée, et que nous n'avons pas les moyens de payer des salariés – d'autant que nous tenons à rester indépendants.*

C. R. : Je suis bien consciente qu'une part du phénomène échappe complètement aux institutions, qui sont obligées d'appliquer certaines règles. Cela dit, pour la part qui leur revient, il y a de grandes différences d'une institution à l'autre. La Péniche, par exemple, est particulièrement appréciée non pas à cause de ce qu'on y mange ou de la qualité des lits, mais parce que le paysage est magnifique et parce qu'on a du temps, le soir, pour discuter avec les bénévoles. On en revient à cette représentation vétérinaire des gens de la rue : ce dont ils ont besoin va bien au-delà du fait d'être nourris et logés.

Int. : *Je vis dans la rue et je suis allé dans tous les centres d'hébergement qui existent. Ce qui m'étonne, c'est qu'on place les gens qui ont trouvé du travail dans des centres d'hébergement d'urgence, avec des dortoirs de huit personnes où on dort très mal. Le matin, pour celui qui doit prendre son travail à sept heures, c'est très dur. Au bout de dix jours, la plupart de ceux qui avaient trouvé un petit boulot le laissent tomber. En revanche je connais un centre où on*

peut rester plusieurs mois dans des chambres individuelles ; cela fonctionne bien mieux et c'est là qu'il faudrait envoyer ceux qui ont trouvé un emploi.

Int. : *Nous rencontrons effectivement ce problème à la Péniche : certaines personnes trouvent du travail, mais avec des horaires très décalés. Par exemple, un monsieur finissait son travail à deux heures du matin ; à six heures du matin, nous étions obligés de le réveiller comme les autres. Il n'a évidemment pas pu tenir longtemps.*

C. R. : Beaucoup de gens racontent ce genre d'expériences absurdes. J'ai par exemple connu Pascale et Rémi, qui avaient été placés par le SAMU social dans un hôtel afin qu'ils puissent être logés en couple. En contrepartie, ils devaient renouveler leur demande chaque jour, et chaque matin ils ignoraient donc où ils logeraient le soir. Pascale attendait un enfant, et tous les deux étaient dans un état de fatigue et de stress qui les empêchait de trouver une autre solution. Ils s'attiraient ainsi les réprimandes du SAMU social, ce qui augmentait leur stress. De temps en temps, nous organisons des séjours à la campagne, et ils sont venus avec nous à l'occasion d'un de ces séjours. Rémi a dormi à poings fermés pendant les trois premiers jours. Le quatrième, il a commencé à parler et nous a expliqué que six mois avant, il travaillait encore, mais que depuis qu'il s'était retrouvé à la rue, il vivait dans une telle inquiétude que cela le rendait incapable de faire quoi que ce soit.

Ce repos de quelques jours lui a permis de prendre conscience que la première chose à faire pour lui était de se procurer des vêtements professionnels, afin de pouvoir chercher du travail. Grâce à notre réseau, nous n'avons eu aucun mal à lui trouver ces vêtements. Sa deuxième demande consistait à pouvoir dormir pendant une semaine au même endroit, afin d'avoir l'esprit libre pour chercher du travail. Une fois ces deux éléments acquis, il a pu sans problème se faire embaucher comme serveur de café, et la semaine d'après il était devenu autonome et il payait son hôtel lui-même. Entre parenthèses, je vous laisse imaginer ce que coûte à la collectivité le paiement de ces milliers de nuits d'hôtel, alors qu'il a suffi de laisser cette personne se reposer quelques jours et de l'écouter pour arriver à trouver une solution.

Peut-on aider les gens de la rue ?

Int. : *Dans le cas que vous citez, cela a marché ; mais dans son ouvrage Les Naufragés - Avec les clochards de Paris (Plon - Terre humaine 2001) Patrick Declerck explique à quel point il est généralement difficile d'aider les gens de la rue. Quand on leur propose une insertion, ils commencent par y croire puis se mettent à avoir si peur de l'échec que cette peur se retourne en violence contre les personnes qui voulaient les aider. Sa conclusion est qu'il ne faut pas essayer de réinsérer les gens de la rue : il faut se contenter de leur proposer des havres de paix et des endroits où ils puissent vivre un peu plus commodément.*

C. R. : Cette exigence de résultat qu'on a à l'égard des personnes de la rue vient de ce qu'elles sont considérées sous l'angle du manque et non sous l'angle du potentiel. Si quelqu'un me définissait comme "non-danseuse étoile à l'Opéra" et me fixait comme impératif de le devenir, il est fort probable que je n'y parviendrais pas et que cela me rendrait violente à l'égard de celui qui m'imposerait cet objectif.

Pour accorder le RMI (revenu minimum d'insertion) à des personnes de la rue, certains services sociaux leur font signer un contrat dans lequel elles s'engagent à régler leur problème d'alcool. J'ai demandé à un ami médecin généraliste s'il avait des alcooliques dans sa clientèle, et ce qu'il leur imposait comme objectif. Il m'a dit qu'il en avait deux, un chauffeur de taxi et un psychanalyste. La seule chose qu'il avait réussi à négocier était que le chauffeur de taxi prenne un traitement toute l'année et qu'il attende les vacances pour "se lâcher". Pour lui, régler un problème d'alcool est l'affaire de toute une vie ! Ce qu'on n'exige pas d'un psychanalyste et d'un chauffeur de taxi qui ont une famille, un toit, un travail, on le demande à des gens qui vivent dans la rue, dans la précarité la plus totale : c'est normal que cela provoque des réactions violentes.

En revanche, il est possible, comme nous le faisons à l'atelier du mardi, d'accompagner les gens dans des activités qui leur conviennent et qui leur permettent d'aller plus loin, s'ils le souhaitent et quand ils le souhaitent, sans objectif imposé.

Personne n'est fait pour la rue

Int. : *J'ai participé à la rédaction du livre À la rue ! Il faut bien comprendre qu'on ne sort pas indemne de la rue : on en sort accidenté, et notre société doit être capable d'accueillir ses accidentés. Cela dit, je trouve l'analyse de Patrick Declerck dangereuse, parce qu'elle conduirait à enfermer les gens dans des sortes d'asiles, une fois de plus à l'écart de la société. À la notion d'utilité, je préfère l'idée que chacun doit pouvoir trouver sa place dans notre société ; d'où l'importance du logement. Pour moi, la solution la plus satisfaisante est celle de pensions de famille ou de maisons-relais avec pas plus de dix ou quinze personnes, et surtout un permanent qui assure un suivi de longue durée.*

Int. : *À L'Itinérant, il y a quelques années, nous avons créé une structure qui nous permettait de louer des chambres pour nos vendeurs. Je dois avouer qu'en trois ans, nous n'avons obtenu aucun cas de réussite. Pourtant, nous sélectionnions des personnes qui a priori réunissaient des conditions favorables, et notamment étaient déjà capables de se payer une vingtaine de nuitées par mois, à deux cents francs la nuit, dans un hôtel à Paris : pour vendre l'Itinérant, il faut vivre à Paris et non dans un Formule 1 à cinquante kilomètres de là. Les chambres que nous leur proposons leur étaient louées mille cinq cents francs par mois, ce qui représentait une sérieuse économie pour eux. Pourtant cela a été un échec : à partir du moment où ils avaient une chambre, ils ne vendaient plus le journal, ils recommençaient à boire, se livraient à du tapage nocturne, etc. C'est horrible à dire, mais l'exclusion, en les obligeant à se battre, leur permettait de rester en vie.*

C. R. : Nous avons nous aussi observé que dans un certain nombre de cas, la mort des personnes de la rue coïncidait avec le moment où elles parvenaient à trouver un logement. Il ne faut pas s'en étonner ni s'en désespérer pour autant. Ce que vivent les gens dans la rue, je n'hésite pas à le comparer à ce que vivaient les prisonniers des camps de concentration : un stress permanent, la peur continue de se faire agresser, de se faire voler le peu qu'on possède, une lutte continue pour la survie. En lisant *Si c'est un homme*, de Primo Levi, on trouve de nombreux points communs, notamment dans les effets de ce danger permanent sur la mémoire et sur la structure psychique. Comme beaucoup d'autres, c'est au moment de sa libération que Primo Levi est tombé gravement malade, et on sait que beaucoup d'anciens prisonniers se sont suicidés dix ou quinze ans après.

Il en est de même avec les gens qui sortent de la rue : certains se donnent la mort une quinzaine d'années après. C'est pourquoi ils doivent être accompagnés de très près dans leur sortie de la rue : l'épreuve qu'ils ont subie laisse des traces très profondes et durables. La tentation à laquelle il faut vraiment résister, c'est de se dire « *Enfin, cette personne était faite pour la rue, c'est ce qui lui convenait le mieux.* » Personne n'est fait pour l'enfer de la rue.

Présentation des orateurs :

Cécile Rocca : coordinatrice du collectif Les morts de la rue ; formation en art-thérapie ; vingt ans de travail de rue.

Francis Cymbler : bénévole et stagiaire au sein du collectif Les morts dans la rue dans le cadre de sa formation en art-thérapie ; bénévole avec Les Chroniqueurs ; bénévole avec L'un est L'autre ; comédien en préparation du spectacle *Sur la route* ; en formation à l'INECAT en 2^e année d'art-thérapie.

Diffusion octobre 2005